



Assemblée générale

Soixante troisième session

Documents officiels

Distr. générale

26 août 2009

Français

Original : anglais

Cinquième Commission

Compte rendu analytique de la 48^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 26 mai 2009, à 10 heures

Président : M. Bródi (Hongrie)
*Présidente du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires :* Mme McLurg

Sommaire

Point 134 de l'ordre du jour : Financement de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire

Point 141 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti

Point 138 de l'ordre du jour : Financement de la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste

Point 132 de l'ordre du jour : Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

09-34908 (F)



La séance est ouverte à 10 h 15.

Point 134 de l'ordre du jour : Financement de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (A/63/610, A/63/713, A/63/724 et A/63/746/Add.7)

Point 141 de l'ordre du jour : Financement de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (A/63/549 et Corr.1, A/63/709 et A/63/746/Add.10)

Point 138 de l'ordre du jour : Financement de la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste (A/63/607, A/63/710 et Add.1 et A/63/746/Add.3)

1. **M. Yamazaki** (Contrôleur), présentant le rapport sur l'exécution du budget de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008 (A/63/610), dit que l'Assemblée générale avait approuvé un crédit de 470 856 100 dollars et que les dépenses se sont élevées à 465 272 000 dollars, soit un solde inutilisé de 5 584 100 dollars correspondant à un taux d'utilisation de 98,8 %.

2. Les principaux facteurs à l'origine du reliquat sont les suivants : frais de voyage moins importants que prévu au titre du déploiement, de la relève et du rapatriement des membres de la Police des Nations Unies, des observateurs militaires et des contingents, suspension du versement de la prime de risque dans cinq lieux d'affectation à partir de mai 2007 et délais de recrutement du personnel recruté sur le plan national.

3. L'Assemblée générale est invitée à se prononcer sur l'affectation du solde inutilisé de 5 584 100 dollars et des recettes diverses de l'exercice clos le 3 juin 2008, dont le montant s'élève à 13 915 900 dollars.

4. Le budget proposé pour financer l'ONUCI pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010 (A/63/724) est supérieur de 6,4 % au budget approuvé pour 2008/09, en raison des augmentations prévues au titre du personnel recruté sur le plan international, des installations et infrastructures, des transports aériens et du remplacement du matériel informatique.

5. L'Assemblée générale est invitée à ouvrir un crédit de 505 799 500 dollars pour financer l'ONUCI du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010 et à mettre en recouvrement un montant de 42 149 958 dollars pour le mois de juillet 2009, puis un montant de 463 649 416 dollars, à raison de 42 149 958 dollars par mois, si le

Conseil de sécurité décide de proroger de mandat de l'Opération.

6. Se référant au rapport sur l'exécution du budget de la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste (MINUT) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2007 au 30 juin 2008 (A/63/607), le Contrôleur dit que l'Assemblée générale avait ouvert un crédit de 169 596 300 dollars et que les dépenses se sont chiffrées à 162 633 400 dollars, d'où un solde inutilisé de 6 962 900 dollars correspondant à un taux d'utilisation de 95,9 %.

7. Le reliquat est dû à l'écart à la baisse entre le montant prévu et le montant effectif des sommes dues aux pays ayant fourni des unités de police constituées, des frais médicaux, du coût des installations et infrastructures et des frais de transport aérien (achat non concrétisé d'un hélicoptère destiné aux opérations de sauvetage et d'évacuation) et au fait que l'effectif moyen du personnel recruté sur le plan international a été inférieur aux prévisions. L'Assemblée générale est invitée à se prononcer sur l'affectation du solde inutilisé de 6 692 900 dollars et des recettes diverses de l'exercice clos le 30 juin 2009, d'un montant de 7 514 600 dollars.

8. Le budget prévu pour financer la MINUT du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010 (A/63/710 and Add.1) est supérieur de 21,9 % au budget approuvé pour 2008/09, l'augmentation concernant principalement le personnel recruté sur le plan international, les transports aériens (hausse des coûts contractuels) et les indemnités de subsistance (missions) et frais de voyage des membres de la Police des Nations Unies.

9. L'Assemblée générale est invitée à ouvrir un crédit de 210 610 000 dollars pour financer la MINUT du 1^{er} juillet 2009 au 30 juin 2010 et à mettre en recouvrement un montant de 139 160 555 dollars, à raison de 17 550 833 dollars par mois, pour la période du 1^{er} juillet 2009 au 26 février 2010, puis un montant de 71 449 445 dollars, à raison de 17 550 833 dollars par mois, pour la période du 25 février au 30 juin 2010 si le Conseil de sécurité décide de proroger de mandat de l'Opération.

10. Dans son dernier rapport au Conseil de sécurité relatif à la Mission (S/2009/72), le Secrétaire général a informé le Conseil que le Premier Ministre du Timor-Leste et le Président de la Commission électorale nationale avaient officiellement demandé à son

Représentant spécial de fournir une assistance en prévision des élections villageoises et municipales.

11. Dans sa résolution 1867 (2009), le Conseil de sécurité a demandé à la MINUT de fournir l'appui requis, mais cette résolution ayant été adoptée après la présentation du projet de budget pour 2009/10, celui-ci ne tient pas compte des ressources nécessaires, que l'on estime à 3,1 millions de dollars. Cet appui sera financé au moyen des crédits demandés pour l'exercice, étant entendu que les dépenses effectives seront indiquées dans le rapport sur l'exécution du budget. L'Assemblée générale est invitée à prendre note du montant estimatif des dépenses prévues.

12. Présentant le rapport sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) pour l'exercice allant du 1er juillet 2007 au 30 juin 2008 (A/63/549 and Corr.1), le Contrôleur dit que l'Assemblée générale avait ouvert un crédit de 535 372 800 dollars et que les dépenses se sont chiffrées à 534 068 200 dollars, d'où un solde inutilisé de 1 304 600 dollars correspondant à un taux d'utilisation de 99,8 %.

13. Le reliquat s'explique par des achats de matériel de transmissions et de pièces de rechange moins important que prévu, un écart favorable sur le coût des services locaux et internationaux de radiodiffusion, et des dépenses inférieures aux prévisions en ce qui concerne les services de distribution, d'entretien et de transport aérien.

14. L'Assemblée générale est invitée à se prononcer sur l'affectation du solde inutilisé de 1 304 600 dollars et du montant de 17 720 800 dollars représentant les recettes diverses de l'exercice clos le 30 juin 2009.

15. Le projet de budget de la MINUSTAH pour l'exercice allant du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010 (A/63/709) est supérieur de 7,6 % au montant approuvé pour l'exercice 2008/09, la hausse ayant pour but de couvrir les augmentations prévues au titre du personnel recruté sur le plan international, des installations et infrastructures, des transports terrestres, des contingents et des transports aériens.

16. L'Assemblée générale est invitée à ouvrir un crédit de 618 624 000 dollars pour l'exercice allant du 1er juillet 2009 au 30 juin 2010 et à mettre en recouvrement un montant de 180 432 000 dollars pour la période du 1er juillet 2009 au 15 octobre 2009, puis un montant de 438 192 000 dollars, à raison de

51 552 000 dollars par mois, pour la période du 16 octobre 2009 au 30 juin 2010 si le Conseil de sécurité décide de proroger le mandat de la Mission.

17. **Mme McLurg** (Présidente du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant les rapports correspondants du Comité consultatif (A/63/746/Add.3, 7 et 10), dit que les recommandations du Comité relatives à l'ONUCI se traduisent par une réduction de 9 491 900 dollars du budget prévu pour 2009/10. Le Comité recommande d'approuver les propositions du Secrétaire général relatives aux effectifs, à l'exception de celles consistant à reclasser de P-3 à P-5 le poste d'assistant spécial du Représentant spécial du Secrétaire général et de P-4 à P-5 le poste de porte-parole au Bureau de la communication et de l'information, qui ne sont pas étayées par des arguments suffisamment convaincants. Il recommande d'approuver la transformation de 21 postes d'agent recruté sur le plan international en poste d'agent recruté sur le plan national, ce qui aurait pour effet de réduire les dépenses de 1 467 200 dollars et de contribuer au renforcement des capacités nationales. Enfin, il recommande d'estimer les dépenses de carburant à partir du prix moyen payé entre janvier et mars 2009, ce qui les réduirait de 7 038 767 dollars.

18. Les recommandations du Comité consultatif relatives au projet de budget de la MINUSTAH pour 2009/10 aboutissent à une réduction de 3 298 700 dollars. Le Comité n'est pas opposé aux propositions du Secrétaire général relatives aux effectifs et note avec satisfaction que la plupart des nouveaux postes seraient des postes d'agent recruté sur le plan national.

19. N'ayant pas reçu les éléments d'informations complémentaires demandés sur l'augmentation sensible des frais de voyage, le Comité consultatif recommande de réduire de 20 % les estimations présentées. Il recommande là aussi d'utiliser le prix moyen du carburant payé au cours du premier trimestre de 2009 pour estimer les dépenses de l'exercice 2009/10, ce qui entraînerait une réduction de 2 816 370 dollars de l'enveloppe budgétaire proposée.

20. Le Comité consultatif recommande de réduire de 8 135 662 dollars le projet de budget de la MINUT pour l'exercice 2009/10. Il invite la Mission à adapter sa structure d'appui en fonction de l'évolution des effectifs de la Police des Nations Unies, qui doivent progressivement se retirer. Il recommande par ailleurs

de ne pas approuver l'augmentation nette de 31 postes d'appui, considérant que les fonctions qui y seraient attachées devraient être prises en charge par les effectifs existants.

21. Enfin, le Comité consultatif recommande que le prix moyen du carburant pendant le premier trimestre de 2009 serve à estimer les ressources à prévoir à cette rubrique, qui seraient ainsi réduites de 1 914 862 dollars. Dans le cas des transports aériens, cette recommandation entraînerait une réduction de 24 267 000 dollars.

22. Le Comité consultatif compte que l'assistance qui sera fournie par la MINUT pour appuyer les élections locales sera assurée avec les moyens qu'il recommande d'approuver pour l'exercice 2009/10. Il recommande que l'Assemblée générale prenne note des ressources nécessaires à cette activité.

23. **Mme Ahlenius** (Secrétaire générale adjointe aux services de contrôle interne), présentant le rapport du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) sur l'évaluation, sous l'angle du programme, du travail accompli et des résultats obtenus par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) (A/63/713), précise que, pour la première évaluation de ce type, le Bureau a choisi l'ONUCI à l'issue d'une analyse des risques associés aux opérations de maintien de la paix. Sous réserve de disposer des ressources nécessaires, il compte procéder chaque année à deux évaluations de ce type afin que toutes les missions aient été évaluées au moins une fois pendant leur période d'activité.

24. L'évaluation avait pour but de déterminer la pertinence du mandat de l'ONUCI, de faire le point de l'exécution de ce mandat, de mesurer les produits exécutés et l'efficacité avec laquelle ils ont été obtenus, d'évaluer la validité des stratégies et des mécanismes de partenariat de l'Opération et de recenser les bonnes pratiques susceptibles d'être adoptées par d'autres opérations de maintien de la paix.

25. Le BSCI a formulé 16 recommandations visant à améliorer l'efficacité de l'ONUCI, dont la présence reste indispensable au bon déroulement du processus de paix. Des progrès importants sont à mettre à l'actif de l'Opération pour ce qui est des éléments de son mandat sur lesquels elle exerce un contrôle opérationnel direct, mais ils ont été limités dans les domaines où elle joue un rôle d'appui.

26. L'une des conclusions de l'évaluation est qu'il faut améliorer la planification stratégique si l'on veut que l'ONUCI s'acquitte pleinement de son mandat. Il faut notamment élaborer une stratégie de sortie définissant les modalités de la consolidation, de la réduction progressive et du retrait de la force de maintien de la paix.

27. Autre conclusion de l'évaluation, l'organisation des élections en Côte d'Ivoire, avec les difficultés logistiques et techniques qu'elle comporte, est l'occasion pour l'ONUCI de mettre son expérience, ses capacités et sa neutralité au service du processus.

28. En matière de désarmement, démobilisation et réintégration, notamment de désarmement des milices, les progrès ont été insuffisants, ce qui constitue un risque pour le processus de paix. Une autre constatation importante est qu'il faut renforcer d'urgence les dispositions concernant la sécurité du personnel et des locaux des Nations Unies, pour qu'elles soient conformes aux normes en vigueur.

29. Il ressort de l'évaluation que la population a une image très positive de l'ONU et de ses opérations de maintien de la paix, consciente que celles-ci ont pour tâche de contribuer à mettre fin aux conflits et à instaurer la sécurité et la stabilité.

30. **Mme Pataca** (Angola), prenant la parole au nom du Groupe des États d'Afrique au titre du point 134 de l'ordre du jour, réaffirme que le Groupe voit dans l'instauration de la paix et de la sécurité en Côte d'Ivoire un objectif dans la droite ligne des aspirations de l'Afrique de l'Ouest à la stabilité et au développement. Il ne peut donc qu'accueillir avec satisfaction l'annonce faite par le Gouvernement ivoirien que des élections présidentielles se tiendront en novembre 2009.

31. Le Groupe se félicite que pour la quatrième année consécutive, le nombre de recommandations faites par le Comité des commissaires aux comptes au sujet de l'ONUCI ait diminué par rapport à l'année précédente, un progrès dû à la désignation d'un responsable de la coordination des audits chargés de s'assurer que toutes les recommandations sont appliquées en temps voulu. Il souscrit aux observations du Comité consultatif concernant l'amélioration de la présentation des propositions budgétaires de l'Opération. Fermement convaincu qu'il faut doter toutes les missions de maintien de la paix des moyens financiers dont elles ont besoin pour s'acquitter de leur mandat, le Groupe

s'inquiète des réductions que le Comité consultatif recommande d'apporter au budget proposé, ainsi que des taux de vacance de postes élevés prévus pour 2008/09, en particulier parmi les effectifs de la Police des Nations Unies. Il demandera des éclaircissements à ce sujet au cours des consultations.

32. Le Groupe considère que la mise en oeuvre par l'ONUCI des 16 recommandations figurant dans le rapport du BSCI (A/63/713) permettra de se rapprocher sensiblement des objectifs de l'Accord politique de Ouagadougou, notamment en facilitant l'organisation d'élections libres, transparentes et régulières. Il estime par ailleurs indispensable de poursuivre l'exécution des 124 projets à effet rapide mentionnés dans le rapport du Secrétaire général (A/63/724), sachant qu'ils sont indispensables pour favoriser la confiance, la réconciliation et la cohésion au sein de la société ivoirienne et instaurer un climat de compréhension mutuelle entre les populations locales et l'Opération.

33. Mme Berlanga (Mexique), prenant la parole au nom du Groupe de Rio au titre du point 141 de l'ordre du jour, rappelle que le Groupe est très attaché à la reconstruction de Haïti, comme en témoigne l'appui qu'il a apporté au rétablissement des institutions démocratiques, à la promotion du développement social et à la lutte contre la pauvreté. Il ne doute pas que Haïti poursuivra dans la paix son avancée vers une plus grande stabilité politique et sociale, qui débouchera à terme sur des progrès économiques.

34. Conscient que la situation s'est déjà améliorée dans nombre de domaines importants, le Groupe insiste à nouveau sur la nécessité d'améliorer la sécurité tout en favorisant le développement socio-économique. Pour cela, la MINUSTAH et l'équipe de pays des Nations Unies doivent intensifier leurs activités de développement et coordonner plus étroitement l'appui qu'elles apportent aux efforts réalisés par Haïti pour atteindre durablement à la stabilité. Lors des consultations, le Groupe demandera un complément d'information sur les propositions du Secrétaire général et les recommandations du Comité consultatif, afin de s'assurer que la MINUSTAH disposera des ressources nécessaires à l'exécution de son mandat.

35. Le Groupe reste préoccupé par l'écart entre la forte représentation des pays d'Amérique latine et des Caraïbes au sein de la composante maintien de la paix de la Mission (près de 60 % des effectifs) et la présence limitée de nationaux de ces pays parmi les

administrateurs de la Mission recrutés sur le plan international. Enfin, il salue la contribution importante du mécanisme de coordination « 2 x 9 » que les pays d'Amérique latine qui fournissent des contingents à la Mission ont créé afin d'améliorer leurs stratégies de coopération avec Haïti, dans le souci d'éviter les doubles emplois et d'utiliser les ressources de manière optimale.

36. **M. Taula** (Nouvelle-Zélande), parlant également au nom du Canada et de l'Australie au titre du poids 138 de l'ordre du jour, dit que la MINUT joue un rôle crucial en aidant le Gouvernement timorais à consolider la démocratie et à faire avancer le processus de réconciliation nationale. Sans doute, la Mission et le Gouvernement, appuyés par la Force internationale de stabilisation constituée de militaires australiens et néo-zélandais, ont réalisé d'importants progrès au cours de l'année écoulée, mais il reste beaucoup à faire. Parmi les questions urgentes, il faut mentionner le transfert progressif aux autorités nationales de la responsabilité des forces de police, qui doit être suivi de près et appuyé par la Mission. La situation au Timor-Leste restant fragile, il faut faire preuve de prudence dans la planification des activités futures et veiller à consolider les acquis en matière de sécurité quand on envisage le retrait de policiers.

37. Une forte proportion de l'augmentation prévue dans le budget présenté pour 2009/10 est due à des hausses de coûts et autres facteurs externes, mais aussi à la création proposée de plusieurs postes d'agent recruté sur le plan national ou sur le plan international. Les trois délégations voudraient des renseignements complémentaires sur l'importance des fonctions qui seraient attachées à ces postes, ainsi que sur les incidences budgétaires du transfert de la responsabilité des forces de police, entre autres éléments. Préoccupées par la persistance de taux de vacance de postes et de taux de rotation élevés, elles souhaitent recevoir des informations actualisées à ce sujet.

38. **M. Poulin** (Canada), parlant également au nom de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande au titre du poids 141 de l'ordre du jour, dit qu'en dépit des progrès réalisés par la MINUSTAH dans plusieurs domaines clefs, il reste beaucoup à faire. Les dégâts provoqués par des cyclones en 2008 ont mis en évidence la complexité des problèmes rencontrés par Haïti et la nécessité d'une présence importante et polyvalente des Nations Unies. La sécurité, les affaires humanitaires et le développement ayant partie liée, il est impératif

qu'une étroite coopération s'instaure entre la MINUSTAH et l'équipe de pays des Nations Unies. Les trois délégations comptent bien que le Représentant spécial du Secrétaire général continuera de favoriser une approche intégrée des activités menées en Haïti par les différents organismes, fonds et programmes des Nations Unies.

39. Jugeant préoccupant le montant des contributions non réglées (273 169 000 dollars), les trois délégations demandent instamment à tous les États Membres de verser leurs quotes-parts intégralement, ponctuellement et sans condition. La MINUSTAH doit disposer du financement voulu, y compris de liquidités suffisantes, pour pouvoir faire face rapidement aux imprévus et aux besoins prioritaires, une nécessité mise en évidence par les cyclones et les manifestations de 2008. À ce propos, les trois délégations voudraient recevoir au cours des consultations des éléments d'information complémentaires sur le déficit de 21 430 100 dollars prévu pour l'exercice 2008/09.

40. **Mme Corti** (Argentine), parlant également au nom de l'Uruguay au titre du point 141 de l'ordre du jour, souligne que l'Assemblée générale doit mettre à la disposition de la MINUSTAH les ressources nécessaires à l'exécution de son mandat. Les nombreux revers qui ont affecté le processus de stabilisation en 2008 ont compromis le développement socio-économique de Haïti et souligné la fragilité des progrès réalisés. Il est donc plus important que jamais que la MINUSTAH réponde aux besoins de la population et continue d'appuyer l'action menée par le Gouvernement pour renforcer les institutions et consolider l'état de droit sur l'ensemble du territoire.

41. C'est pourquoi l'Argentine et l'Uruguay appuient toutes les propositions du Secrétaire général, y compris les créations de postes demandées qui reposent sur une étude approfondie des effectifs de la Mission. S'agissant des projets à effet rapide, qui font partie intégrante de la stratégie générale adoptée par la Mission pour s'acquitter de son mandat, les deux délégations notent qu'ils seraient plus nombreux en 2009/10 qu'en 2008/09, bien que le montant prévu pour les financer soit identique.

42. Les deux délégations prennent note avec satisfaction des observations du Comité consultatif relatives aux efforts faits par la Mission pour réduire les dépenses et appuie la proposition du Secrétaire général tendant à faire du Groupe des affaires

pénitentiaires une unité administrative à part entière. Au cours des consultations, elles demanderont des éclaircissements sur les ressources demandées pour financer les voyages en 2009/10, que le Comité consultatif recommande de réduire de 20 %.

43. Enfin, les deux délégations souhaitent rendre hommage au travail effectué par les organes de coordination mis en place par les donateurs et les pays qui fournissent des contingents, travail consistant à fournir des orientations stratégiques et à appuyer l'action menée par le Gouvernement haïtien pour promouvoir le développement durable, la stabilité et le dialogue politique. Le mécanisme « 2 x 9 », qui réunit les ministres de la défense et des affaires étrangères des pays d'Amérique latine fournisseurs de contingents, a particulièrement contribué à ces efforts, témoignant de la volonté de ces pays de contribuer à la sécurité et au développement de Haïti.

44. **M. Coffi** (Côte d'Ivoire) remercie l'Organisation de son soutien sans faille à la mise en œuvre de l'Accord politique de Ouagadougou, à laquelle toutes les parties ivoiriennes restent attachées. Tous les signataires de l'Accord ont la volonté politique de tenir des élections présidentielles en 2009. Le collège électoral a été convoqué récemment et un décret fixant la date du premier tour a été publié. À sa cinquième réunion, le 18 mai 2009, le Cadre permanent de concertation de l'Accord politique de Ouagadougou a endossé la décision du Gouvernement de fixer la date de ce premier tour au 29 novembre 2009 et a pris acte du chronogramme détaillé du processus électoral proposé par la Commission électorale indépendante. Le déploiement du Centre de commandement intégré des unités mixtes de police et de gendarmerie a démarré le 5 mai 2009 et se déroule de manière encourageante.

45. Plusieurs décisions récentes aideront la Côte d'Ivoire à financer le processus de sortie de crise. Ainsi, en mars 2009, le pays a été admis au bénéfice de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) et a atteint le point de décision de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Le Club de Paris a lui aussi signé récemment avec le Gouvernement ivoirien un accord de restructuration de la dette publique extérieure, annulant 845 millions de dollars de dette, tandis que la Banque européenne d'investissement décidait de suspendre jusqu'en 2012 les remboursements de l'encours de la dette et de reprendre sa coopération après dix années d'interruption. Entre autres événements marquants, il

faut également signaler la visite récente en Côte d'Ivoire du Directeur général du Fonds monétaire international et l'annonce qu'en 2010 la Banque africaine de développement tiendrait son assemblée annuelle à Abidjan, un retour à son siège permanent qu'elle avait temporairement délocalisé à Tunis au début de la crise ivoirienne, en 2002.

46. La délégation ivoirienne tient à remercier pour leur appui constant tous les partenaires de développement de la Côte d'Ivoire, en particulier le Gouvernement français, et les encourage à poursuivre leurs efforts jusqu'au point d'achèvement de l'initiative PPTE. Le Gouvernement ivoirien doit faire face à de lourdes obligations financières, notamment le financement de concert avec la communauté internationale de diverses composantes de l'Accord politique de Ouagadougou, ainsi que ses engagements budgétaires et la mise en oeuvre du document de stratégie de réduction de la pauvreté. Dans ce contexte, les ressources à allouer à l'ONUCI gardent la plus haute importance stratégique, étant donné le rôle d'appui que joue cette opération dans les efforts déployés par les autorités ivoiriennes pour sortir le pays de la crise.

47. Étant donné les progrès du processus de sortie de crise, les autorités ivoiriennes ne voudraient pas que les élections soient retardées du fait de l'insuffisance des ressources de l'ONUCI. Le pays se trouve à une étape charnière qui exige que toutes les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires soient disponibles en temps opportun. C'est pourquoi la délégation ivoirienne se fait l'écho des préoccupations exprimées par le représentant du Groupe des États d'Afrique au sujet de la réduction proposée par le Comité consultatif. Elle demande à la Cinquième Commission d'approuver toutes les ressources demandées pour l'ONUCI au titre de l'exercice 2009/10, afin d'aider la Côte d'Ivoire à organiser des élections ouvertes et transparentes, conformes aux normes internationales, et à mettre en oeuvre toutes les autres composantes du processus de sortie de crise. La délégation ivoirienne insiste pour que soient approuvés tous les projets à effet rapide, qui sont des instruments de réconciliation nationale et de cohésion sociale. Enfin, chaque fois que la situation le justifie, il faudrait convertir le plus possible de postes de d'agent recruté sur le plan international en postes d'agent recruté sur le plan national, un moyen de renforcer les capacités

nationales et de faciliter la réalisation des idéaux des Nations Unies.

48. **M. Torres** (Chili), prenant la parole au titre du point 141 de l'ordre du jour, dit que sa délégation appuie sans réserve le budget proposé pour que la MINUSTAH puisse s'acquitter de son mandat, en dépit des difficultés accrues dues à la situation économique mondiale et aux catastrophes naturelles qui se sont abattues sur Haïti en 2008. Elle souligne que les projets à effet rapide, dont la population bénéficie directement, contribuent à améliorer la sécurité et à instaurer un climat de confiance entre les membres de la Mission et le peuple haïtien. Il est important que les autorités locales participent à leur exécution et à la définition des priorités. Il faut par ailleurs établir les mécanismes voulus pour que la MINUSTAH puisse coordonner efficacement ses activités avec celles menées par d'autres entités, en particulier le Gouvernement haïtien qui a mis en place une stratégie de promotion de la croissance et de lutte contre la pauvreté.

49. La MINUSTAH devrait être en mesure d'appuyer plus efficacement le plan de réforme de la Police nationale haïtienne, qui a un rôle crucial à jouer dans la stabilisation du pays et la consolidation de l'état de droit.

50. L'orateur tient à souligner le soutien très actif apporté dans ce domaine par le Chili et d'autres pays d'Amérique latine. La Police des Nations Unies devrait tout particulièrement veiller à améliorer la supervision et la formation des policiers haïtiens. Enfin, le Chili note avec préoccupation que les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ne représentent que 6 % du personnel civil recruté sur le plan international, alors qu'ils fournissent près de 60 % des contingents de la Mission. Il faut tout mettre en oeuvre pour corriger ce déséquilibre géographique.

51. **M. Aguiar Patriota** (Brésil), prenant la parole au titre du point 141 de l'ordre du jour, dit qu'en dépit de quelques progrès au niveau des affaires civiles et politiques, les conditions de vie de la population haïtienne se sont sensiblement détériorées, en raison principalement des catastrophes naturelles et des répercussions de la crise financière et alimentaire mondiale. Haïti a besoin d'un appui plus important de la communauté internationale pour pouvoir faire face aux difficultés de l'heure et s'engager sur la voie de la stabilité, de la reconstruction et du développement. L'interdépendance des différents problèmes exige que

l'amélioration de la sécurité, la réconciliation nationale et le développement aillent de pair. Jouant un rôle unique auprès de Haïti, la MINUSTAH doit disposer de ressources à la hauteur de la complexité de son mandat. La fragilité des acquis en matière de sécurité est le signe que des efforts restent à faire pour les consolider de manière définitive. Il est particulièrement important pour cela de mener à bien la réforme et le renforcement de la Police nationale, des institutions judiciaires et du système pénitentiaire, des processus que la MINUSTAH soutient activement. La Mission contribue également à la surveillance des frontières et à la mise au point d'un vaste programme de lutte contre la violence communautaire. Elle facilite le processus politique, notamment en apportant une assistance logistique à l'organisation des élections. Il est donc important qu'elle dispose du financement additionnel dont elle a besoin pour appuyer les prochaines élections. Les réductions proposées par le Comité consultatif compromettraient sa capacité de s'acquitter de son mandat.

52. La délégation brésilienne se félicite que l'ancien Président des États-Unis d'Amérique, Bill Clinton, ait été nommé Envoyé spécial du Secrétaire général en Haïti, cette décision étant de nature à mobiliser la communauté internationale et à encourager les investissements. En fragilisant la situation des donateurs, la crise financière mondiale n'a fait qu'ajouter aux difficultés de Haïti, qui a besoin plus que jamais du secours de la communauté internationale. Des crédits suffisants doivent être affectés au financement de projets à effet rapide. Dans l'une de ses directives, le Département des opérations de maintien de la paix recommande d'y consacrer 1 % du budget, ce qui dans le cas de la MINUSTAH supposerait d'y affecter 6 millions de dollars en 2009/10 au lieu des 2 millions prévus. La délégation brésilienne souhaite recevoir des éclaircissements sur les crédits demandés à ce titre par le Secrétaire général.

53. Abordant le point 138 de l'ordre du jour, l'orateur félicite le Gouvernement timorais des progrès accomplis en ce qui concerne la normalisation de la situation politique et la sécurité, le retour des personnes déplacées et le problème des pétitionnaires. Il reste toutefois d'importants problèmes à régler, notamment ceux posés par la misère chronique et la persistance de camps de personnes déplacées, qui exigent de redoubler d'efforts.

54. Se référant à la réforme du secteur de la sécurité, une question clef, l'orateur juge encourageants les progrès constatés dans la mise en œuvre du programme d'enregistrement, de sélection et de certification de la police nationale du Timor-Leste et le fait que le Gouvernement timorais soit prêt à accepter que celle-ci assume à nouveau la responsabilité du maintien de l'ordre. Toutefois, comme il s'agit d'un processus de longue haleine, il ne faut pas procéder prématurément à une réduction des effectifs de la MINUT qui pourrait ultérieurement créer une situation intenable. Il est indispensable de doter la Mission des ressources dont elle a besoin pour concevoir et mettre en œuvre un programme de formation approfondie du personnel des services répressifs, à l'issue duquel ceux-ci pourront prendre la relève, et pour continuer à appuyer la rédaction des lois internes et la formation du personnel judiciaire. D'autre part, au titre du volet de son mandat concernant la gouvernance, le développement et la coordination des activités humanitaires, la Mission aura besoin de ressources additionnelles en 2009/10 pour appuyer les élections villageoises et municipales, comme le Conseil de sécurité le lui a demandé dans sa résolution 1867 (2009). Compte tenu de l'impact de ces élections sur les dépenses opérationnelles, les réductions recommandées par le Comité consultatif au titre du carburant et des transports aériens risquent d'avoir des répercussions sur la capacité de la Mission de s'acquitter de son mandat. Il se peut aussi que de ce fait la Mission soit incapable, sans compromettre ses opérations, de financer au moyen des crédits demandés par le Secrétaire général dans le projet de budget les 3 millions de dollars de dépenses supplémentaires représentant le coût de l'assistance électorale.

55. **M. Déjoie** (Haïti), prenant la parole au titre du point 141, salue la contribution de la MINUSTAH au processus de réforme et de restructuration de la Police nationale et compte sur la mise en œuvre rapide des recommandations du Comité des commissaires aux comptes pour consolider les progrès accomplis. Il invite la Mission à coordonner plus étroitement ses activités avec celles du Gouvernement et des autres parties prenantes de manière à éviter les doubles emplois.

56. La délégation haïtienne prend note avec satisfaction de la diminution du taux de vacance de postes d'agent recruté sur le plan national et souscrit à la recommandation du Comité consultatif relatives à la nécessité de dispenser au personnel local la formation

voulue pour qu'il puisse contribuer au renforcement des capacités nationales. Elle souhaiterait savoir plus précisément pourquoi certains postes approuvés en 2006/07 sont toujours vacants. Elle se félicite du fait que Bill Clinton, ancien Président des États-Unis, ait été nommé Envoyé spécial du Secrétaire général en Haïti et souhaite qu'il réussisse dans sa mission en contribuant, avec tous les partenaires nationaux et internationaux concernés, au bien-être du peuple haïtien.

Point 132 de l'ordre du jour : Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (suite) (A/63/581 et A/63/856)

Point au 30 juin 2008 de la situation financière des opérations de maintien de la paix terminées (A/63/581)

57. **M. Yamazaki** (Contrôleur), présentant le rapport du Secrétaire général sur le point au 30 juin 2008 de la situation financière des opérations de maintien de la paix terminées (A/63/581), dit que 5 de ces 21 opérations avaient un déficit de trésorerie d'un montant total de 86,7 millions de dollars, tandis que les 16 autres affichaient un excédent de 186,3 millions pouvant être porté au crédit des États Membres. Ce dernier montant n'inclut pas les avances, d'un montant total de 37,8 millions de dollars, consenties à deux opérations de maintien de la paix clôturées et à deux missions encore en activité. Pendant l'exercice 2007/08, des avances d'un montant total de 72 millions de dollars ont été consenties à quatre missions en activité, tandis que 118,5 millions ont été avancés à sept missions pendant l'exercice 2008/09. On devra sans doute recourir davantage encore à cette pratique pendant l'exercice 2009/10, en raison du renfort des effectifs de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) et du transfert d'autorité entre la force de l'Union européenne et la composante militaire de la Mission des Nations Unies au Tchad et en République centrafricaine (MINURCAT). L'Assemblée générale est invitée par ailleurs à approuver les ressources nécessaires pour continuer d'apporter un appui à la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). Dans l'attente des contributions des États Membres, les déficits de trésorerie éventuels de ces opérations devront sans doute être couverts par des avances prélevées sur les excédents des missions de maintien de la paix terminées.

58. L'Assemblée générale est invitée à accepter que les soldes de trésorerie, d'un montant total de 186 297 000 dollars, de 16 missions de maintien de la paix terminées, soient conservés par l'Organisation, compte tenu des besoins de trésorerie auxquels celle-ci a dû faire face en 2007/08 et 2008/09.

59. **Mme McLurg** (Présidente du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport du Comité consultatif sur la question, dit qu'en ce qui concerne les soldes de trésorerie de 16 missions achevées, d'un montant de 186 297 000 dollars, que le Secrétaire général propose de garder en compte, la position du Comité consultatif n'a pas changé : c'est à l'Assemblée de se prononcer sur leur affectation.

60. **M. Gürber** (Suisse) note que le seul changement survenu depuis l'année précédente, quand la Commission n'a pu régler le problème des missions ayant pris fin avec un déficit de trésorerie, est l'augmentation du montant des contributions dues, des soldes de trésorerie gardés en compte et des avances consenties par des missions à d'autres. La solution est pourtant simple : il suffit que tous les États Membres honorent l'obligation que leur fait la Charte de verser leurs contributions statutaires intégralement, ponctuellement et sans condition. S'il est vrai qu'un pays peut temporairement se trouver dans l'incapacité d'y faire face, il est intolérable que certains se retranchent derrière leur législation nationale pour ne pas payer. L'intervenant rappelle que le Comité des commissaires aux comptes a recommandé de constituer une provision pour retards de paiement, qui permettrait de connaître précisément le montant des quotes-parts dues depuis longtemps. Le manque de transparence à ce sujet est contraire aux règles d'une bonne information financière et le problème risque de devenir encore plus aigu avec l'adoption des Normes comptables internationales du secteur public.

61. Il n'est ni juste ni rationnel que des États Membres ayant versé l'intégralité des contributions mises en recouvrement au titre de missions terminées soient tenus, parce que d'autres ont refusé de verser les leurs, de fournir en liquidités des missions en activité. Le solde de 186 297 000 dollars dont disposent des missions terminées doit être restitué aux États Membres conformément à l'article 5.3 du Règlement financier, ce qui répondrait en partie à la demande légitime des pays ayant fourni des contingents ou des unités de police, qui veulent être remboursés et ne le

sont pas du fait que 430 millions de dollars environ restent dus à des missions achevées.

62. **M. Muhith** (Bangladesh) constate que c'est le non-paiement de quotes-parts dues au titre d'opérations de maintien de la paix qui est à l'origine des difficultés de trésorerie de l'Organisation et, partant, de la proposition consistant à conserver les excédents de missions de maintien de la paix terminées. Cela étant, l'article 5.3 du Règlement financier suppose de restituer ces excédents aux États Membres qui ont versé le montant total de leurs quotes-parts de financement de ces missions, en tenant compte des sommes dues à des pays au titre du matériel appartenant aux contingents.

La séance est levée à midi.